

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

LES
RÉFORMES
SOCIALES URGENTES

CHANT DES PROLÉTAIRES ET « A BLANQUI »

PAR

ACHILLE LE ROY

Ouvrier typographe, rédacteur au journal « *Le Prolétaire.* »

—
PRIX : 30 CENTIMES
—

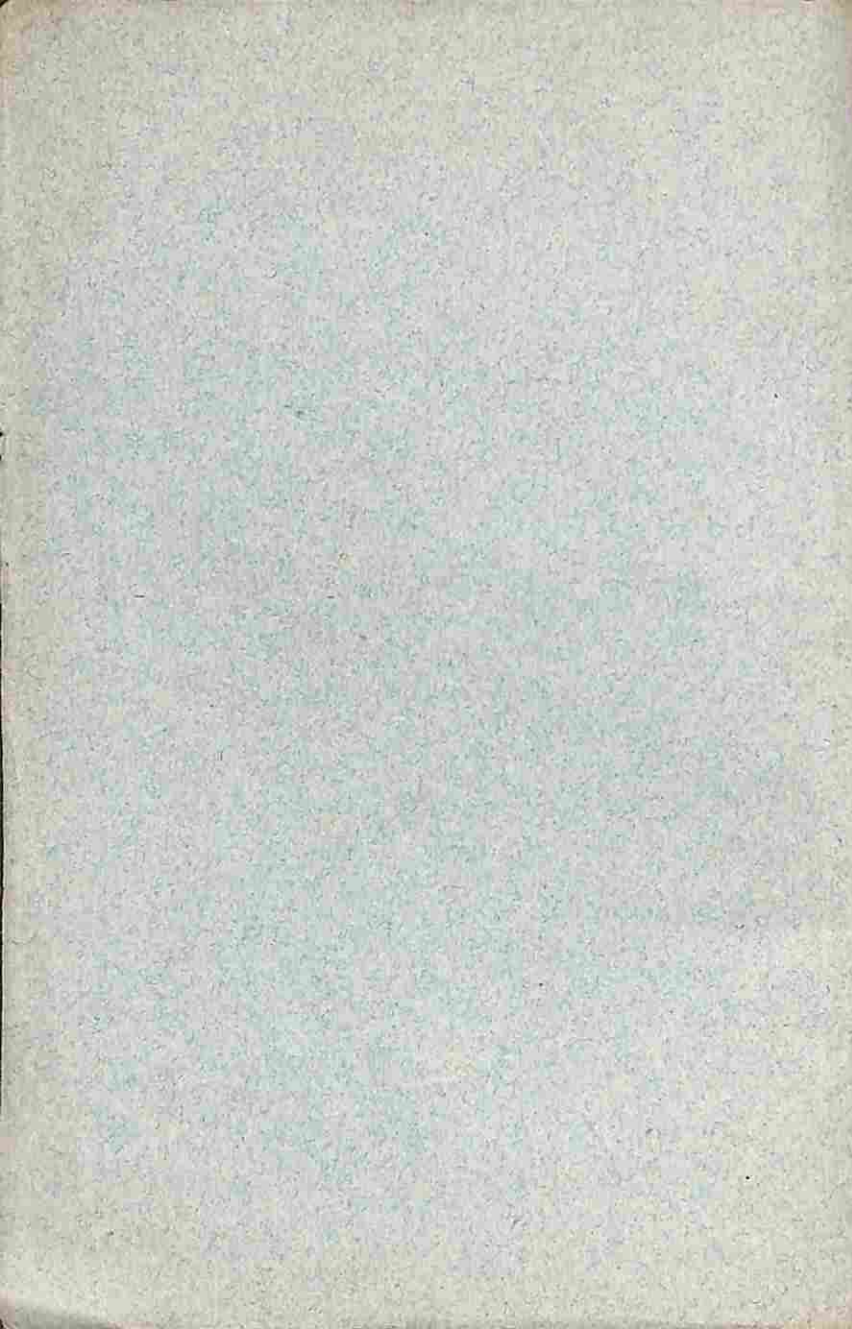
PARIS

AU SIÈGE DE L'UNION DES TRAVAILLEURS
Rue de Cléry. 47

ET

A L'IMPRIMERIE NOUVELLE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)
14, RUE DES JEUNEURS

—
1879



AU LECTEUR

L'être humain a le droit de consommer l'équivalent de ce qu'il produit, et le devoir de produire l'équivalent de ce qu'il consomme. DOMENJANIS.

Dans l'ordre social actuel, les prolétaires, pris en masse, gagnent d'autant moins qu'ils travaillent davantage. * * *

Au moment où le troisième Congrès ouvrier de France se rassemble dans l'antique cité des Phocéens, nous croyons devoir, sollicité par un certain nombre de coreligionnaires politiques, soumettre cette humble étude à l'attention des travailleurs délégués audit Congrès, ainsi que de ceux qui ont quelque souci de la misère de leurs semblables.

Nous y avons adjoint sur demande quelques poésies socialistes, parmi lesquelles nous citerons une pièce de vers sur Blanqui, le héros martyr de toutes les réactions, ainsi que le *Chant des Prolétaires*, où nous avons cherché à résumer toutes les souffrances, toutes les iniquités, toutes les infamies — disons le mot — dont sont sans cesse victimes les producteurs de toute richesse.

Notre idéal serait de voir l'homme et la société s'élever en tout du mal au bien, du bien au mieux, du mieux au mieux encore, et toujours dans la voie sans terme du progrès.

Le premier des moyens pour y parvenir serait, à notre avis, l'instruction intégrale et universelle.

Quels républicains, quelle République ferez-vous avec des millions d'hommes incapables de lire un journal ou d'écrire un bulletin de vote?

Donc l'instruction :

Gratuite, afin que quiconque en priverait ses enfants soit sans excuse;

Obligatoire, afin que désormais nul n'arrive à l'âge d'homme sans pouvoir exercer les droits et les devoirs du citoyen;

Laique, afin qu'un enseignement obscurantiste n'étouffe pas dans les jeunes esprits le germe des facultés que l'instruction doit féconder.

Mais cette réforme, que l'on nous promet depuis près d'un siècle, serait bien insuffisante, car la misère — notre principal objectif — est à guérir au moins autant que l'ignorance, celle-ci étant souvent engendrée par celle-là.

Il est difficile au travailleur qui vit au jour le jour, incertain du lendemain pour lui et sa famille, d'être un citoyen, un électeur vraiment libre.

C'est pourquoi la question politique, dont nous sommes obligés de tenir compte, est aujourd'hui grosse de toutes les questions économiques et sociales.

Aussi longtemps que pour gagner une vie misérable, des millions d'hommes, de femmes, d'enfants, devront rester dix, douze, quinze heures courbés vers la terre, enfermés dans l'atelier ou l'usine, quand ceux qui profitent de leurs souffrances n'ont souvent que la peine de naître;

Aussi longtemps qu'il n'y aura pour ces millions ni bien-être matériel, ni culture intellectuelle, ni culture morale, ni vie de famille possible;

Aussi longtemps, en un mot, que subsisteront de pareils contrastes, notre société, notre civilisation même, avec tout ce qu'elles peuvent porter en elles de bon et de bien, seront continuellement en péril; car — quoi qu'en puissent dire les satisfaits ou les frelons oisifs, faisant périodiquement décimer, pour le maintien de leurs privilèges odieux, l'élite militante du prolétariat — les revendications de ceux qui échappent à ces sanglantes hécatombes seront éternelles.

Elles ne pourront cesser que le jour où la Justice, pour le bonheur commun de tous les mortels, règnera enfin sans conteste par toute la terre.

Il est une autre question avec laquelle on nous berne encore, essayant de nous faire lâcher la proie pour l'ombre : c'est celle du cléricanisme.

M. Gambetta et la plupart des républicains bourgeois paraissent croire qu'il suffirait de l'envelopper, comme dans une camisole de force, dans le Concordat et les Articles organiques.

Chimère!

En dépit de ces entraves, il continuera son œuvre de ténèbres; son prestige grandira de toute l'oppression qu'il semblera subir.

Il ne suffit pas de lui inspirer l'observation des lois faites pour le contenir, il faut encore abolir son enseignement et ses pratiques.

Hé quoi! un citoyen ne pourra, sans commettre le délit « d'offense à un des cultes reconnus » ou à la « morale religieuse, » attaquer les doctrines, les institutions et les pratiques du papisme?

L'on interdira par la force, mise au service de la « bonne foi » d'espions de police (1), le Congrès de Paris, prétendu « internationaliste » (quel crime!) par les rapports des susdits, pendant que MM. les jésuites de toutes robes et de toutes couleurs pourront impunément déblatérer à Chartres contre la société moderne qu'ils démoralisent, et conspirer contre la République dont la plupart souillent le sol au mépris des lois!...

Qu'on nous donne donc enfin la liberté de la pensée et ses inséparables compagnes, la liberté de la parole et la liberté de réunion, sans laquelle la parole ne peut se faire entendre.

Gouvernement, sénateurs, députés, qui voulez vaincre le cléricanisme, si vous êtes sincères, livrez à la discussion les fatras de sottises qu'il propage sous le nom de religion.

(1) Car de tous les emplois, le plus lâche aujourd'hui
Est d'être l'espion des paroles d'autrui!!!

(BOURSAULT. — *Esopé à la cour*, act. 1, sc. 5).

Laissez la conscience, le bon sens, la satire les percer à jour.

Faites que partout, dans la presse, au théâtre, dans les conférences, on puisse le discuter et le combattre.

Laissez qui le voudra élever chaire contre chaire, autel contre autel.

Comme le disait Pierre Leroux en 1843 :

« Mettez la vérité au concours, et vous verrez les cafards effarés fuir l'atmosphère de lumière et de liberté que vous aurez faite autour d'eux. »

« Oui, de l'air, de la lumière ! » C'est encore le cri de ce siècle qui a soif de bien-être et d'affranchissement.

« De l'air, de la lumière ! » C'est la prescription impérieuse des hygiénistes qui savent par quels liens la santé morale des peuples se rattache à leur santé physique.

Respirer largement, absorber par les pores les effluves solaires, bienfaisantes et réparatrices, voilà les premières règles que la nature impose au corps humain.

Et cependant ne respire pas qui veut, ne reçoit pas qui veut sa part de la grande clarté que nous dispensons gratuitement le ciel.

Il suffit pour le savoir d'être salarié, d'être forcé, comme tant des nôtres, d'user sa vie dans les ateliers malsains où nous entasse l'égoïsme criminel de nos exploités, ou bien encore de visiter les quartiers pauvres où l'on nous relègue, de pénétrer dans ces taudis méphytiques où des déshérités du sort, empilés les uns sur les autres, sont voués à tous les dangers de la promiscuité, pour comprendre que, contrairement au proverbe, le soleil ne luit pas, hélas ! pour tout le monde.

Nos faubourgs sont trop souvent des foyers d'insalubrité ; nos quartiers usiniers, des repaires malsains.

Les vastes percées nouvelles, les larges voies qui ont éventré les agglomérations d'immeubles surannés ont apporté sur leur trajet la circulation de la vie ; elles n'ont pas remédié aux inerties de la routine, aux entê-

tements odieux de l'âpreté au gain, et elles n'ont surtout pas donné aux ouvriers les moyens de se loger à meilleur compte, bien au contraire.

Certains patrons et capitalistes font preuve d'une fâcheuse indifférence ou d'une coupable cupidité. Et l'on pourrait inscrire sur la tombe de plus d'un pauvre diable dont l'habitude d'une atmosphère viciée a abrégé les jours :

EMPOISONNÉ PAR SON LOGEMENT!

Indigné de pareils abus, dont nous avons fait une étude particulière et que nous citons entre mille, desquels abus la République opportuniste, continuant les errements de l'Empire de néfaste mémoire, a l'air de se soucier comme un poisson d'une pomme, nous pensons remplir un devoir en élevant la voix en faveur de ceux de nos frères que le malheur accable, que la misère aigrit, et qui, sans toujours savoir ni pourquoi ni comment, se sentent opprimés et sacrifiés.

Comme tous les prolétaires du monde sont solidaires et que la détresse des uns réagit fatalement sur les autres, nous nous croirions suffisamment récompensés si ce modeste travail pouvait, dans une si faible mesure que ce soit, contribuer à leur affranchissement définitif.

Le Congrès de Marseille doit hâter cette solution, impatientement attendue par les souffrants de la terre de France, en jetant les premières bases du « parti ouvrier français » — du *Quatrième-Etat* — avec lequel seraient bien obligé de compter désormais tous les parasites oppresseurs, qu'ils soient bourgeois, nobles, prêtres ou soudards.

A. LE R.

NOTA. — Quelques points de cette préface sont reproduits du programme du *Réformateur*, dont la distribution a été interdite par la police.

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

RÉFORMES SOCIALES URGENTES

De toutes les réformes après lesquelles soupire depuis si longtemps le prolétariat français, il en est une qui lui tient peut-être plus à cœur que les autres : c'est celle de la réduction des heures de travail, avec augmentation proportionnelle de salaire.

Réclamée par toutes les écoles socialistes dignes de ce nom, elle ne réalise pas seule l'idéal émancipateur des souffrants, mais elle est certainement un des moyens d'action les plus pratiques pour y atteindre ; car il est évident que les travailleurs ne pourront jamais s'affranchir s'il leur manque le temps matériel pour s'instruire, s'entendre et se grouper.

Cette mesure se trouve donc, avec les droits de réunion et d'association, ainsi que la liberté de la presse, une des premières, à notre avis, que nous aurions à *exiger* de nos bons législateurs, s'il était permis de faire le moindre fonds sur leur opportunisme plus ou moins déguisé. Car leur bonne volonté à cet égard est au moins problématique, et il est à craindre qu'il n'en soit encore de celle-ci comme de toutes celles que l'on nous promet depuis tant d'années... mais que l'on se garde bien d'accorder jamais.

Un groupe de centre-gauchers plus ou moins dépopularisés, et qui éprouvent le besoin de se refaire une virginité électorale, s'est bien décidé, il est vrai, sur les réclamations entre autres des malheureux fileurs de Saint-Quentin, à déposer sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi sur cette question ; mais les conclusions en sont tellement... anodines, qu'il n'est guère possible de le considérer comme sérieux.

L'extension de plus en plus grande des machines occasionne une surproduction mal équilibrée qui, étant donné l'état social actuel, existant, à peu de différence près, en tous lieux, amène fatalement à sa suite de désastreux chômages, accablant — ce n'est pas exagéré — les travailleurs du monde entier.

Ces chômages, qui finissent par passer à l'état endémique et avilissent, comme conséquence, les salaires déjà plus qu'insuffisants des prolétaires, n'auraient quelque chance d'être combattus actuellement, d'après l'opinion des statisticiens les plus dignes de foi, que par un travail effectif d'au plus sept à huit heures par jour.

Pour nous, ce n'est évidemment là qu'un palliatif — des plus sérieux, il est vrai, comme nous le verrons par la suite — mais venir, après une constatation semblable et plus de trente ans après l'immortel décret du gouvernement de la seconde République, venir, disons-nous, proposer d'en faire encore au moins dix, c'est peut-être un peu trop compter sur la naïveté des travailleurs.

Nous croyons donc que ce projet, qui hésite — et pour cause — à trancher dans le vif, n'est qu'un trompe-l'œil de plus à l'actif des parasites de tous genres, pour les satisfactions égoïstes desquels — esclaves modernes — nous succombons à la peine.

Cependant, si mesquin que soit ce projet, nous désirons être impartial dans nos critiques, et s'il nous était prouvé qu'il diminue réellement un peu de l'esclavage des infortunés parias de l'industrie, notre devoir serait de l'accepter, car nul n'ignore que ce qui fait le plus défaut à la démocratie ouvrière, *c'est le temps*, premier élément indispensable au « parti du travail » en voie de formation, lequel pourrait lui permettre de s'affirmer plus ouvertement et conquérir ainsi sa complète indépendance.

Ce ne serait alors qu'une faible partie de notre bien que l'on nous restituerait, en attendant que nous puissions contraindre nos oppresseurs à nous rendre le tout.

Il ne faut pas oublier, du reste, que si dans beaucoup de professions nous ne faisons plus que dix et même, dans quelques-unes, neuf heures, nous le devons bien un peu au décret précité, malgré les nombreuses entorses que, sous prétexte de « *liberté du travail*, » lui ont donné successivement toutes les réactions coalisées, parmi lesquelles nous citerons en première ligne le régime honteux du bandit de Décembre.

Voici, sur ce sujet, l'opinion d'un socialiste émérite, M. Louis Rivière :

Le but des gouvernants, dit M. Louis Rivière, a toujours été d'occuper tous les instants des gouvernés, afin que leur pensée ne s'élevât jamais au-dessus de leur condition; car, s'ils venaient à songer à leur

déplorable situation et à celle que la Nature et la Raison leur donnent, ils seraient capables de ne vouloir plus être les dupes des dirigeants de toutes sortes auxquels ils sont soumis et réclameraient leurs droits depuis trop longtemps confisqués; ce qui ne pourrait leur être refusé, vu que c'est justice et qu'ils sont le grand nombre.

Et voici les conséquences auxquelles on arrive avec ce joli système :

Certains ouvriers, par ignorance, stupidité ou crainte, se sont laissés subjugués et abrutis à un tel degré qu'ils n'ont même plus conscience de leur propre dignité; ils vivent, non comme l'animal — les animaux à l'état libre ne descendent pas si bas — mais comme des machines à qui l'on donne, pour remplacer l'eau et le charbon, un modique salaire qui leur permet d'acquiescer quelque subsistance, afin de leur renouveler la force de faire agir leurs membres pour reproduire chaque jour de quoi satisfaire les caprices, les jouissances de la vie, la richesse et la puissance de ceux qui n'ont d'autre souci que de recueillir les fruits de leur peine et de les faire toujours manœuvrer (1).

Il est donc bien certain que l'arme principale de la bourgeoisie contre les revendications des prolétaires a été, de tout temps, de les contraindre à un labeur sans trêve ni merci, ne leur laissant aucun loisir pour s'instruire et s'occuper de la chose publique.

On ne saurait par suite trop le répéter, toute réforme réelle en ce sens est un bienfait pour les salariés, car c'est un anneau de leur lourde chaîne qui se brise.

Elle est, de plus, inscrite en tête de la plupart des programmes socialistes étrangers, et elle est encore, si nous ne nous trompons, la base du *credo* d'une société célèbre.

Il faudrait, du reste, n'être pas travailleur manuel ou bien n'avoir jamais été courbé sous le fardeau d'un labeur exagéré pour ne pas comprendre la nécessité impérieuse — et la plus rapprochée possible — d'une semblable réforme.

Cependant quelques citoyens sincères arguent de l'absence sous la République opportuniste des libertés que celle de 1793 a semées sur le monde — et dont jouissent sans conteste certaines monarchies voisines — pour mettre en doute l'efficacité de cette mesure, prétendant même que les patrons abaisseraient proportionnellement les salaires au nombre d'heures faites ainsi en moins.

Les grèves iniques d'Anzin et de la région du Nord, ainsi que celles récentes et peut-être plus iniques encore

(1) LOUIS RIVIÈRE. — *L'Éducation d'un Enfant*, p. 27 et 28.

de Lyon et de Vienne — infamie dont les travailleurs garderont le souvenir — prouveraient de reste le manque de scrupule de ces pieuvres de l'industrie, n'hésitant pas à faire flèche de tout bois pour abaisser nos salaires ; mais ceci dit — et l'on voit que nous n'affaiblissons pas l'argument — nous pensons qu'un examen plus approfondi de la question démontrerait à ces citoyens qu'ils s'exagèrent quelque peu le danger.

En effet, si nos pères avaient attendu, pour exiger et maintenir des réductions d'heures de travail, le règne permanent de libertés si souvent conquises, mais, hélas ! jamais gardées, nous en serions bien encore aux treize et quatorze heures de présence auxquelles la plupart des ouvriers étaient astreints sous le régime du *bon vieux temps*.

De plus, nous doutons fort qu'il soit possible d'obtenir — et de garder — ces libertés après lesquelles nous aspirons depuis un temps immémorial, si nous n'avons pas au préalable le loisir de nous voir et nous discipliner en adoptant une tactique commune qui nous permette de ne pas retomber dans les fautes passées.

Les travailleurs de la région du Nord, parmi ceux de beaucoup d'autres parties de la France, sont tellement convaincus de la nécessité d'abrèger la longueur de la journée de travail, qu'ils ont donné pour mandat à leurs délégués, réunis en assemblée préparatoire à Lille, de défendre énergiquement cette réforme au Congrès ouvrier de Marseille.

Ils ont compris, par les aveux échappés aux écrivains bourgeois eux-mêmes, que dans la société organisée comme elle l'est, les ouvriers, *travaillant peu ou beaucoup*, ne reçoivent toujours comme salaire que l'équivalent strict de ce qui leur est indispensable pour entretenir leur existence et reproduire leur espèce.

Bien mieux, il est reconnu qu'une des raisons principales qui font baisser les salaires est le trop grand nombre de bras inoccupés, car il tombe sous le sens que si l'on contraint, par exemple, dix hommes à faire le travail de quinze, indépendamment que ces dix personnes souffriront d'un travail inhumain, qui ne sera pour eux qu'un long supplice, l'on forcera ainsi les cinq autres ou à aller s'offrir au rabais au préjudice de leurs confrères occupés, ou bien à mourir de misère.

La démonstration mathématique de cette conséquence fatale a été trop souvent faite pour qu'il soit nécessaire d'insister.

Nous ajouterons cependant cette autre comparaison pour démontrer plus clairement encore l'évidence de cette thèse :

Supposez, dans une usine ou sur un chantier quelconque, 1,000 ouvriers travaillant 10 heures par jour, vous avez un total de 10,000 heures. Retranchez deux heures par jour, et vous mettez 2,000 heures libres à la disposition des ouvriers sans travail, ou autrement dit vous permettrez à 250 travailleurs de plus d'avoir place à l'existence.

En vertu de la loi généralement inique de l'offre et de la demande, ce sont donc bien 250 malheureux qui ne sont plus condamnés — pour le moment tout au moins et en attendant la possibilité d'autres mesures plus radicales — qui ne sont plus condamnés, disons-nous, ou à la mort de faim en ne travaillant pas, ou, en supplantant d'autres prolétaires, à la mort de travail!...

Contrairement à l'axiome bourgeois, il est donc certain que les ouvriers, pris en masse, gagnent d'autant moins qu'ils travaillent davantage.

Voici ce que nous constatons en 1876 :

En réclamant cette réforme, nous ne faisons que suivre l'exemple donné par les travailleurs de tous les pays libres, notamment l'Angleterre et l'Amérique, qui ont même réussi dans quelques professions, grâce à leur esprit d'entente et de sacrifice, à ne plus faire que huit heures de travail, tout en touchant un salaire plus rémunérateur qu'autrefois en en faisant dix (1).

Par suite du manque d'entente entre les travailleurs des différents pays, lequel s'aggrave encore de la rapacité toujours grandissante des capitalistes, nous devons dire que quelques ombres ont depuis obscurci ce tableau ; mais, sauf quelques exceptions, il est toujours à peu près exact quant à la question des heures de travail.

Ceci dit, nous donnons la parole au citoyen Louis Braley, délégué libre à l'Exposition de Philadelphie :

..... De toutes mes observations, il résulte ce fait, qu'en Amérique la mécanique joue un grand rôle dans notre industrie, et le plus triste

(1) A. LE ROY. — *Commandite obligatoire*, p. 12.

rôle qu'elle joue est celui de servir de moyen d'oppression envers les travailleurs.

Je ne suis pas un ennemi des machines, bien au contraire. A chaque nouvelle invention, je salue en elles le triomphe de l'esprit sur la matière. La machine devrait être employée comme instrument de progrès, dans le vrai sens du mot, et pour suppléer à la force corporelle de l'homme. Hélas ! il en est autrement, et jusqu'ici la façon dont on a employé la machine fait qu'on la repousse comme élément de progrès.

L'ignorance aidant, on a pu voir des malheureux briser des machines, et ils auraient tué les inventeurs si ces derniers étaient tombés entre leurs mains. L'histoire des métiers Jacquard est là pour le prouver.

Pourtant, par la force des choses, la machine est appelée à remplacer presque totalement le travail de l'homme. Mais comme il faut (et c'est la loi de nature qui le veut ainsi) que chacun vive de son travail, quand les hommes sauront s'unir et s'entendre entre eux, alors la machine cessera d'être un moyen d'oppression ou un instrument de fortune pour celui qui la possède.

Les machines employées dans notre industrie sont centuplées en Amérique, et la consommation ne balance pas la production. De là, des stocks considérables de marchandises, et conséquemment les chômages forcés.

Dans un temps donné, l'Amérique importera en Europe des marchandises fabriquées à des prix qui défieront la concurrence de nos manufactures, et cela malgré les droits de protection établis de part et d'autre ; car, ne trouvant pas un écoulement de leurs marchandises chez eux, les Américains seront obligés de le chercher ailleurs. Il y a donc urgence à ce que les machines soient dirigées au but où elles devraient atteindre, qui est : *amélioration et soulagement du travail des ouvriers, et facilité de consommation par le bon marché des produits*, et cela sans nuire aux intérêts communs des patrons et ouvriers.

Inutile de dire, n'est-ce pas, que sauf peut-être les intérêts de quelques petits patrons faisant cause commune avec la Révolution, et qui en somme ne sont pas autre chose que des prolétaires, ceux des *autres* doivent nous intéresser médiocrement ?

Cette réserve faite, nous continuons la citation, car il serait difficile de dépeindre aussi bien et en si peu de mots tous les avantages de la présente question :

Les Anglais, gens pratiques, l'ont bien compris, et c'est pourquoi, dans certains métiers où l'on emploie les machines, *les journées de travail ont été successivement réduites de douze heures à dix, puis à neuf et même à huit heures de labeur*. Ils ont compris que, pour consommer leurs produits, il faut qu'ils travaillent et évitent le chômage.

Ils ont raison, car l'homme n'ayant plus à lutter pendant douze ou treize heures avec un travail pénible, a plus de temps à disposer pour « cultiver son esprit et s'instruire. »

LA RÉDUCTION DU TRAVAIL, tout en employant tous les bras, voilà

quel devrait être le corollaire du développement des procédés mécaniques se substituant aux bras de l'ouvrier, et un grand bienfait en sortirait, car alors, l'ignorance n'aurait plus d'excuses.

Chacun étant assuré du pain du lendemain accepterait alors toute innovation avec empressement et gratitude pour l'inventeur, et non avec des murmures. La force physique se maintiendrait, et nous ne verrions plus, comme dans notre industrie, des ouvriers à bout de force à cinquante ans, usés par un labeur opiniâtre.

Les enfants ne s'étioleraient plus dans les fabriques, à un âge où ils devraient être à l'école.

L'instruction étant alors plus répandue et chacun sachant lire, la moralité serait bien plus grande et plus étendue.

Les guerres civiles n'auraient aucune raison d'être, non plus que les guerres de nation contre nation, chacun pouvant raisonnablement, utilement et avec connaissance de cause, discuter les intérêts communs.

Voilà quelques-uns des bienfaits que pourraient donner les machines dans le vrai sens du mot : progrès.

Au lieu de ce cela, nous voyons qu'elles sont employées pour *accroître la fortune de quelques-uns au détriment des autres, et à augmenter la force de ce despote sans pitié nommé LE CAPITAL.*

Espérons que l'avenir et la force des choses convaincront les hommes qu'ils ne sont pas nés pour se nuire et s'exploiter les uns par les autres, mais, au contraire, pour s'aider mutuellement et marcher ensemble et librement vers le progrès et l'extinction de l'ignorance (1).

Nous ne sommes engoué d'aucun peuple ni d'aucun système, mais il nous a toujours semblé que l'impartialité consiste à convenir de ce qui est bien, n'importe d'où cela vienne, et à en faire son profit.

Il est certain que tout n'est pas pour le mieux dans « la meilleure des Angleterres possibles, » les dernières grèves que viennent de subir aussi nos frères de ce pays le prouveraient surabondamment; mais il n'en est pas moins certain que l'ouvrier anglais studieux a le *temps* et les *moyens* de s'instruire, chose qui n'est pas toujours possible dans notre « beau pays de France. »

Et puis, n'est-ce donc rien que d'avoir un peu plus de repos, et devons-nous toujours, par suite de l'ignorance d'un trop grand nombre des nôtres et pour les satisfactions déréglées d'une minorité de vampires, être condamnés sans cesse à un travail de hête de somme?

Quand il est prouvé par la statistique qu'un homme seul sur six, sept d'après d'autres, produit un travail *utile*, où se trouve donc la nécessité de faire pourrir les

(1) L. BRALEY. — *Rapport des Cuirs et Peaux* à l'Exposition de Philadelphie.

trois quarts du prolétariat dans des ateliers infects, abrégant encore le cours de notre lamentable existence, pendant des dix, onze ou douze heures consécutives?...

S'il est à craindre que les satisfaits de l'Opportunisme ne nous aident jamais *sincèrement* à résoudre la question des heures de travail, il est des contrées où les gouvernants — malgré l'égoïsme qui les caractérise à peu près tous et la légitime défiance qu'ils inspirent conséquemment aux salariés — il est des contrées, disons-nous, où ils daignent cependant s'en occuper.

Serait-ce beaucoup leur demander qu'au moins ils ne nous entravent pas, et que les travailleurs de la République française ne soient pas traités plus mal sur ce point que ceux de la monarchique Angleterre?

« Le paupérisme est grand, nous dira-t-on, dans ce dernier pays. »

Mais le serait-il moins si, grâce à la prétendue « liberté du travail, » il leur était loisible de faire comme en France dix, onze ou douze heures de présence effective?

Et nous ne parlons même pas, pour l'instant, du travail du dimanche — question, quoique inscrite dans tous les programmes socialistes étrangers, peu comprise dans notre pays, car nous nous laissons quelque peu leurrer par le dérivatif clérical — lequel travail du dimanche, disons-nous, permet aux ouvriers français, dans nombre de professions, de faire encore jusqu'à quatre-vingt-quatre heures par semaine, quand les Anglais n'en font que cinquante-quatre.

« Mais, nous dira-t-on encore, après leur journée normale de neuf heures au maximum, les ouvriers anglais peuvent faire autre chose, et ils arrivent ainsi à travailler autant que nous. »

On oublie apparemment que les ateliers, usines et chantiers devant être fermés réglementairement — même le dimanche — il est difficile aux *enragés*, dont nous reparlerons tout à l'heure, d'agir ainsi, et pour un petit nombre — que l'on désigne par un nom spécial — réussissant à enfreindre les prescriptions de la loi et des chambres syndicales (Trade's Unions), la masse est bien obligée de se contenter de la journée normale, ce qui ne peut être qu'un bien, comme nous allons le voir une fois de plus.

Les infractions à la loi ne prouvent donc rien, sinon qu'il y a encore trop de gens qui, en Angleterre — comme

ailleurs — ne comprennent pas la nécessité de cette mesure, et c'est la raison principale qui explique les échecs partiels que viennent de subir les ouvriers de ce pays.

Nous donnerons comme preuve à l'appui l'opinion d'un publiciste bien versé en ces sortes de questions, le cit. Jules Guesde :

..... La *Loi des salaires* veut que le salaire soit baissé d'autant plus que le salarié est assuré par ailleurs de plus de moyens de subsister.

C'est ainsi que Stuart Mill ne voulait pas — et avec raison — que l'on donnât aux ouvriers agricoles un lopin de terre, où ils pussent récolter des légumes et des pommes de terre *en travaillant aux heures perdues*, cette prétendue amélioration devant tourner au profit exclusif des patrons, qui trouveraient à acheter à meilleur marché les travailleurs ainsi assurés d'un supplément de nourriture.

Augmentation de travail et RÉDUCTION DU SALAIRE, tel était, d'après Mill, le seul résultat pour le salarié de son accession à une propriété insuffisante... (1).

En attendant la possibilité de mesures générales plus décisives, les chefs d'école — comme c'est le cas de l'honorable écrivain que nous venons de citer — remplissent leur devoir, selon nous, en éclairant les travailleurs sur cette question ; car nous devons dire que ces derniers font bien souvent leur mal eux-mêmes, et pour un trop grand nombre — que nous plaignons de tout cœur — astreints, dans les conditions sociales actuelles, à un labeur de galérien pour subvenir à la triste existence de leur famille, combien d'autres que l'appât seul du gain engage à allonger encore leur journée de travail !...

L'avarice sordide de ces derniers les fait parfois succomber jeunes encore, victimes de leur égoïsme mal compris, mais ce qui est déplorable, ils sont cause ainsi que beaucoup d'autres plus faibles ou moins âpres au gain sont entraînés dans leur chute méritée.

Qu'on nous permette de citer encore ceci :

..... Les besoins journaliers de la vie ne faisant que croître de plus en plus, surtout depuis les événements néfastes de ces dernières années, la majorité des travailleurs, obligés de lutter contre la misère et ne voyant souvent que le gain du moment, oublient parfois quelque peu les principes de solidarité qui devraient toujours nous régir en étant disposés plutôt à augmenter qu'à diminuer la longueur de la journée de travail, sans réfléchir que par là ils étendent de plus en plus la lèpre

(1) J. GUESDE. — *Collectivisme et Révolution*, p. 12 et 10.

du chômage et contribuent inconsciemment, de cette façon, à l'abaissement des salaires (1).

Il est vrai que cette question du chômage embarrasse peu nos modestes ploutocrates, et ils y ont vite trouvé un remède : celui de changer de profession.

Malgré tous leurs arguments plus ou moins intéressés, voyez-vous, par exemple, un bijoutier obligé de fabriquer, du jour au lendemain, une paire de souliers, ou bien encore un tailleur de pierres confectionner une culotte (2)?

Et en supposant que quelques-uns d'un âge peu avancé puissent le faire, est-il bien certain que le chômage qui les chasse aujourd'hui de leur profession ne les chassera pas demain de cette autre?..

Nous savons bien qu'une éducation professionnelle généralisée pourrait modifier dans une certaine mesure cette situation, mais il est permis de supposer qu'elle changerait bien peu de chose à la contradiction économique suivante, qui n'existe évidemment pas pour nos exploités :

« La propriété mécanique, répartie comme elle l'est actuellement, tend à se soustraire à l'obligation d'employer des ouvriers, c'est-à-dire des pauvres, et précisément cette mécanique n'a été inventée et ne peut produire que des objets destinés aux pauvres, lesquels sont empêchés, faute de travail, de se les procurer. »

Ce résultat inéluctable de l'ordre social présent n'indiquerait-il pas aux travailleurs, à défaut d'autres arguments, le but final vers lequel doivent tendre sans cesse leurs efforts s'ils veulent jamais secouer le joug de la misère : la reprise de possession, au bénéfice de la collectivité toute entière, de tous les instruments de travail, naturels ou autres, monopolisés arbitrairement par la classe *intéressante* des propriétaires ou autres possesseurs d'usines?...

(1) « Les ouvriers viennois (corporation des menuisiers) ne travaillent que dix heures (neuf maintenant, paraît-il), et ils se feraient un scrupule de faire ce que nous appelons chez nous « des heures en plus. » Dans beaucoup de professions de notre pays, l'on n'a pas ce scrupule, car si l'on nous proposait de faire onze ou douze heures par jour, nous les ferions avec plaisir, sans comprendre que cela peut nuire non-seulement à l'augmentation du prix de la journée, mais encore contribue à la diminution du nombre d'hommes employés. » (Rapport des menuisiers en bâtiment de Paris à l'Exposition de Vienne, p. 11 de la *Commandite obligatoire*).

(2) C'est peut-être faire preuve de quelque audace que de venir ainsi, plus de vingt-deux siècles après Platon, nous présenter une semblable théorie; car voici en quels termes ce philosophe a formulé le premier l'idée de la *division du travail* :

« Bâtissons donc un Etat par la pensée. Ce seront nos besoins évidemment qui en seront les premiers fondements. Or, le premier et le plus grand de nos besoins, n'est-ce pas la nourriture d'où dépend la conservation de notre

A cette proposition, j'entends déjà quelques lecteurs, dont l'intellect a été faussé dès le jeune âge par l'éducation cléricale ou bourgeoise, pousser des cris d'orfraie et crier : « Au partageux ! »

Qu'ils se rassurent, nous ne réclamons nullement le partage — lequel n'améliorerait pas d'un iota la condition des salariés — mais tout simplement le droit pour eux de rentrer en possession de la part collective dont on n'a pu les dépouiller que par la ruse ou le crime.

Et comme preuve, écoutons l'opinion d'un écrivain proscrit, le cit. B. M., lequel expie toujours, en compagnie de quelques autres, le *crime* d'avoir *oublié* de voter des remerciements à l'armée qui fit l'ordre à Paris, pendant la Semaine sanglante, comme jadis les Russes à Varsovie :

Est-il vrai que la propriété ait eu d'abord une forme collective?

Et si cela est vrai, l'individualisation relativement récente de la propriété a-t-elle eu nécessairement l'usurpation et la violence pour origine? Ne pourrait-elle pas être la réalisation d'un progrès social et remonter simplement au temps où les agriculteurs se substituèrent aux pasteurs?

Sur le premier point, il n'y a pas de doute possible, tous les témoignages historiques concordent : les *taeogs* celtiques, les *vhuldalid* et les *fraudalid* scandinaves, les *folklands* saxons, les *marken* germaniques, l'*ager publicus* italique, les *gmina* polonaises, etc., ne sont que des appellations diverses d'une même chose : la part de terre possédée collectivement par un groupe humain donné.

Ce n'est pas tout, après des milliers d'années de furieuse appropriation individuelle, on trouve encore d'importants débris du collectivisme antique.

En ce qui touche le caractère de cette *dissocialisation* de la propriété terrienne, la manière dont on a pratiqué le droit de conquête dans l'antiquité et au moyen âge nous autorise à dire que c'est par le meurtre et l'asservissement de peuple à peuple que s'opéra cette dépossession. De classe à classe et d'individu à individu, la dépossession n'a pas été moins violente; les agissements criminels et couronnés de suc-

être, de notre vie? — Oui. — Le second besoin, celui du logement; le troisième, celui du vêtement. — Cela est vrai. — Et comment notre Etat pourratt-il fournir à ces besoins? Ne faudra-t-il pas pour cela que l'un soit laboureur, un autre architecte, un autre tisserand, un autre cordonnier, etc. — A la bonne heure. — Faut-il que chacun fasse pour tous les autres le métier qui lui est propre? Ou faut-il que chacun prépare sa nourriture, se tisse ses vêtements, se bâtisse sa maison? etc. — Il me semble, Socrate, que la première manière serait plus commode pour lui. — Je n'en suis pas surpris... Je fais réflexion que nous ne naissons pas tous avec les mêmes talents, que l'un a plus de disposition pour faire une chose, l'autre pour en faire une autre.

(PLATON. — République, liv. II.)

Platon fait plus que de démontrer les avantages de la division du travail — laquelle idée fit, au siècle dernier, la fortune de l'Écossais Adam Smith — il indique la variété des aptitudes, impliquant le respect de la *liberté des vocations*, dont les économistes modernes ne se sont jamais soucié.

cès qu'employèrent les patriciens romains pour confisquer l'*ager publicus*, et les landlords anglais, pour confisquer les *folklands*, en sont une preuve suffisante.

Le souvenir de l'antique dépossession a été conservé par les plus anciennes traditions populaires qui, idéalisées par les poètes, devinrent cette légende de l'*âge d'or* qu'on trouve chez tous les anciens peuples avec des variantes, mais partant toujours d'une égalité première, d'un grand bonheur perdu.

Bientôt les légendes elles-mêmes furent défigurées par les intéressés. Mais elles furent conservées dans leur pureté primitive dans les *Mystères*, sortes d'associations secrètes des plus instruits et des meilleurs, où s'élaborent les premières données scientifiques et morales de l'humanité, et où s'élaborent aussi les premières généralisations religieuses.

C'est évidemment des *Mystères* (1) que sortirent les premiers moralistes et les premiers réformateurs.

Pas plus que les révoltés de leur temps, ces réformateurs antiques ne furent tout d'abord des utopistes, comme on le croit généralement : c'étaient plutôt des *redresseurs*. Une grande spoliation avait été commise, selon eux, au détriment du peuple par une minorité avide et cruelle, et il s'agissait simplement de faire restituer le bien volé ; tel fut plus tard, par exemple, le caractère tout juridique de la revendication des Gracques (2). — (MALON : *Histoire du Socialisme*, p. 6 et 8).

Si cependant ces arguments ne suffisaient pas, en voici d'autres qui paraîtront peut-être plus topiques :

S. Basile : Le riche est un larron. — *S. Jean Chrysostôme* : Le riche est un brigand. Il faut qu'il se fasse dans le monde une espèce d'égalité, en se donnant de part et d'autre ce qu'on a de superflu. Il vaudrait mieux que tous les biens fussent en commun. — *S. Jérôme* : La fortune personnelle est toujours le produit d'un vol ; si le vol n'a pas été commis par le possesseur, il l'a été par ses ancêtres. — *S. Ambroise* : La nature a donné le droit commun, l'usurpation a donné la propriété privée. — *S. Grégoire le Grand* : Les riches égoïstes sont homicides. — *S. Grégoire de Nysse* : Le riche est une bête farouche qui a la gueule toujours ouverte pour dévorer la nourriture des autres. — *S. Clément* : En bonne justice, tout devrait appartenir à tous : c'est l'iniquité qui a fait la propriété particulière, etc.

(1) Les *Mystères d'Isis* formaient la base de la Franc-Maçonnerie antique. L'histoire raconte que c'est de ceux-ci que fut expulsé honteusement, pour avoir assassiné toute sa famille et pouvoir ainsi escalader le trône, le grand Constantin, le protecteur zélé de la religion chrétienne, lequel le devint surtout par dépit. A quoi tiennent donc parfois les destinées des religions ?...

(2) « Les bêtes sauvages ont leurs tanières et leurs repaires, s'écriait avec indignation l'aîné de ces deux réformateurs morts pour la cause du peuple, et ceux qui versent leur sang pour la défense de l'Italie n'y ont pas d'autre propriété que la lumière et l'air qu'ils respirent ; sans maison, sans asile, ils errent au hasard avec leurs femmes et leurs enfants. Les généraux les trompent quand ils les exhortent à combattre pour leurs temples et leurs autels : en est-il un seul parmi eux qui ait un autel domestique et un tombeau où reposent ses ancêtres ? Ils ne combattent et ne meurent que pour entretenir le luxe et l'opulence d'autrui ; on les appelle les maîtres de l'univers, et ils n'ont pas en propriété une motte de terre.

Que pensent de ces citations les hommes pieux et autres soutiens du parti des *honnêtes gens* qui voulaient, en 1848, lapider le pauvre Proudhon, coupable de n'avoir affirmé que ce qu'avait constaté tant de siècles avant lui une aussi belle collection de saints personnages : « La propriété, c'est le vol ? »

Cette excursion à travers les temps anciens achevée, nous revenons au point de départ, c'est-à-dire au collectivisme actuel.

Un écrivain socialiste que nous citerons plus d'une fois encore dans le cours de cette étude, car ses démonstrations, basées sur la plus saine logique, ont en outre l'avantage d'être claires et précises, le cit. Guesde, va nous démontrer d'une façon péremptoire la nécessité de l'*appropriation collective* du sol et de tous les instruments de travail :

Le *Collectivisme* — dont le nom seul fait sur MM. les bourgeois l'effet de la tête de Méduse — c'est la *socialisation* ou encore, dans l'état actuel de l'Europe, la *nationalisation* du capital immobilier et mobilier, depuis le sol jusqu'à la machine, mis désormais directement à la disposition des groupes producteurs. Plus de capitalistes, plus de patrons achetant et trouvant à acheter pour un morceau de pain la force de travail de millions d'hommes réduits au rôle de machines, produisant tout et manquant de tout; ou mieux, un seul patron, un seul capitaliste : Tout le monde ! mais tout le monde travaillant, obligé de travailler et maître de la totalité des valeurs sorties de ses mains.

Alors, et seulement alors, le bien-être, la richesse seront réellement le fruit du travail, puisque ceux-là seuls qui auront produit pourront consommer ou jouir; proportionnés au travail, puisque tout le produit restera au travailleur, qui pourra consommer d'autant plus qu'il aura travaillé ou produit davantage;

Alors disparaîtra l'oisiveté, mère et fille de l'exploitation de l'homme par l'homme; et, avec l'oisiveté, qui n'est pas mortelle seulement à la société qu'elle appauvrit, mais encore à l'oisif qu'elle corrompt et dégrade, disparaîtra le principal, sinon l'unique excitant au vol, à la prostitution, etc., c'est-à-dire le spectacle de la richesse en dehors du travail, du bien-être, de la consommation sans production équivalente;

Alors, la production ou la richesse générale s'accroîtra de toutes les forces productives aujourd'hui immobilisées dans la classe exclusivement consommatrice et oisive, mise en demeure de travailler pour vivre;

Alors la *surproduction* ou l'encombrement des marchandises qui entraîne aujourd'hui les chômages mortels que l'on sait, c'est-à-dire de véritables famines, d'origine sociale, sévissant sur telle ou telle branche des travailleurs, n'aurait d'autre effet que de satisfaire plus largement, plus abondamment à la consommation d'un chacun ou d'augmenter les loisirs de tous;

Alors, de fléaux qu'elles sont aujourd'hui pour l'ouvrier, dont elles prennent *la place avec la vie*, les machines multipliées, perfectionnées, automatisées, se transformeront en autant de bienfaits, de « dieux » pour le travailleur, dont elles ne feraient, suivant les besoins, que diminuer le travail (1) ou qu'augmenter le bien-être en augmentant les produits devenus sa propriété exclusive;

Alors, ce qui est impossible à l'ordre social actuel, malgré que la justice et l'intérêt général l'exigent, c'est-à-dire la mise à la charge de la société des frais d'entretien et de développement intégral de tous les enfants sans distinction, se fera pour ainsi dire de soi-même, etc., etc. (2).

C'est là, dépeint à longs traits, le programme de l'avenir, d'un avenir moins éloigné peut-être qu'on ne le pense, car ces idées commencent à être comprises par les prolétaires des Deux-Mondes — de tous ceux qui, le pouvant, veulent bien se donner la peine d'étudier l'origine de leurs souffrances — et il ne s'écoulera pas de longues années avant que la doctrine qui les résume, le collectivisme révolutionnaire, ne soit admise universellement.

L'Amérique, notamment, a fait depuis peu de temps des progrès immenses dans cette voie — principalement depuis la visite des ouvriers européens délégués à l'Exposition de Philadelphie — mais le terrain y avait été préparé de longue date par la réforme que nous préconisons comme point de départ d'affranchissement.

L'Etat de Californie vient même — au grand scandale de la gent réactionnaire de tous pays — de nommer une législature en majorité collectiviste, laquelle est en train de prendre les premières mesures concernant l'application des idées qui sont chères à tous les déshérités soucieux de voir améliorer leur sort.

Un point très important aussi — dont nos dirigeants ont saisi le danger pour le maintien de leur domination odieuse — est encore l'obligation d'une entente fraternelle entre les prolétaires des différents pays, nous dirions même que c'est là la pierre angulaire de la future régénération du monde.

Nous en donnerons la preuve suivante :

A la suite du mouvement communaliste de 1871, noyé

(1) Mettons qu'au prix de 7 heures de travail, tous les besoins non-seulement de nécessité, mais de luxe, de tous les membres de la collectivité soient amplement satisfaits. Vienne un progrès dans l'outillage qui permette de produire en 5 ou 6 heures la même somme d'utilités, la journée de travail sera simplement réduite de 7 heures à 5 ou à 6.

(2) JULES GUESDE. — *Collectivisme et Révolution*, p. 14, 15, 16 et 17.

dans le sang de ses trente mille martyrs, la bourgeoisie anglaise, quelque peu terrifiée et daignant, par suite, admettre qu'il y avait quelque chose de juste dans les revendications du prolétariat, vota, sur les réclamations pressantes des Trades-Unions, la loi qui fixe le maximum de la durée du travail à 54 heures par semaine.

Mais, sauf tout récemment la république helvétique et, il y a quelques années, mais dans une plus faible mesure, l'Autriche — car l'Etat n'intervint pas et la réforme ne fut que partielle — sauf ces deux pays, les dirigeants des autres nations européennes ne furent pas contraints par leurs souffrants de suivre l'Angleterre dans cette voie, et, grâce au système de la concurrence universelle sans frein ni règle, les travailleurs anglais, comme nous l'avons déjà dit, viennent d'essuyer une série de défaites dont le contre-coup se fait sentir chez tous les autres peuples.

Peut-être se souvient-on, en remontant à quinze ans en arrière, de la fameuse *victoire* industrielle de Schneider, du Creuzot, la commande par une Compagnie anglaise de 40 locomotives, si nos souvenirs sont exacts, au susdit président, et qui fut par lui si pompeusement annoncée en plein Corps législatif?

Nos honorables, tout à l'enthousiasme, n'oubliaient qu'un point — oh! bien léger pour eux — c'est que cette *victoire*, puisque *victoire* il y a, était due principalement à ce fait : que les mécaniciens anglais ne faisaient plus depuis longtemps que dix heures de travail, quand nous en faisons en France, comme souvent encore — et pour un salaire bien moindre — jusqu'à onze et même douze.

Cette prétendue victoire n'était donc en réalité basée que sur une plus longue souffrance des ouvriers français, entraînant comme conséquence l'écrasement ou tout au moins l'impossibilité de s'affranchir davantage pour les travailleurs des pays voisins.

Des faits semblables ayant eu lieu à nouveau, il y a quelques années, pour d'autres nations voisines, où les filateurs anglais, malgré le voyage de mer, trouvaient encore une réelle économie à faire construire leurs machines et métiers, furent le point de départ de la longue lutte que soutiennent actuellement contre leurs patrons les diverses industries du fer en Angleterre.

Nous ne sommes guère partisan de la grève, qui, la

plupart du temps, ne résout rien, mais elle est parfois une nécessité qui s'impose, les ouvriers manuels n'ayant souvent pas d'autre arme pour défendre leur maigre salaire.

Entre autres exemples, nous citerons la grève des ouvriers drapiers de Vienne, laquelle, depuis les assassinats *légaux* de 1831 à Lyon et ceux postérieurs d'Aubin et la Ricamarie — sans oublier le feu de peloton de Montceau-les-Mines et les coups de plat de sabre d'Anzin — est peut-être le plus amer déni de justice que travailleurs ait jamais subi sur le sol de notre pays.

Confiants dans leur bon droit et comptant par suite sur l'appui de leurs frères des autres pays, les grévistes de cette localité, subissant les tourments cruels de la faim au sein des richesses qu'ils ont créées, ont pu éviter le dénoûment lugubre des grèves précitées; mais l'on peut dire que certaines mesures perfides, combinées avec d'autres excitations policières, ont bien fait tout au monde pour amener ce sanglant résultat.

Ils ont donc pu éviter ce piège, les chassepots n'ont pas eu à faire merveille contre des travailleurs désarmés comme il y a peu de temps encore — sous la République (?) — à Montceau-les-Mines, mais après cinq mois de lutte, réduits à la plus affreuse détresse, il leur a fallu, la mort dans l'âme, courber la tête et accepter une diminution de 25 0/0 sur un salaire déjà plus qu'insuffisant.

Travailleurs de France, souvenez-vous de ces défaites, et cherchez à en prévenir le retour en vous groupant d'une façon sérieuse sous la bannière syndicale, moyen embryonnaire qui, en vous apprenant à faire vos affaires par vous-mêmes, sera le point de départ de vos revendications futures.

Toutes ces considérations prouveraient donc qu'indépendamment de l'humanité qui nous en ferait une loi, nous devons tendre par tous les moyens possibles à la solidarité universelle.

Mais alors que deviendraient les armées permanentes — par le moyen desquelles on mitraille sans pitié les prolétaires que soulève périodiquement l'inexorable faim — ainsi que leurs auxiliaires les mouchards, payés, comme les soudards modernes, sur les salaires des contribuables producteurs pour les trahir?...

Nous ne pouvons donc avoir espoir de nous affranchir d'une façon définitive que par un mouvement révolu-

tionnaire général, analogue, par exemple, à celui de 1848, lequel, s'il n'eut pas de plus grands résultats, ne le dut qu'aux divisions des chefs d'école, divisions excusables en somme, car elles étaient occasionnées par l'état d'enfance du socialisme contemporain, de même que par l'absence d'un lien international groupant tous les déshérités sous un même drapeau.

En outre, le triomphe certain de la Révolution universelle implique l'adoption de mesures transitoires que nous résumerons brièvement par la suite, lesquelles mesures sont nécessitées, selon nous, par l'état d'ignorance dans lequel nos dirigeants entretiennent systématiquement les masses souffrantes.

Le cit. Guesde, à l'appui de cette thèse, va nous expliquer comment les collectivistes révolutionnaires entendent le mot *Révolution* :

Disons tout de suite — pour ne laisser aucune excuse à la mauvaise foi — que par Révolution nous n'entendons pas les coups de fusil au hasard et en permanence, l'insurrection pour l'insurrection, sans préparation, sans chance de succès et presque sans but. Le sang ouvrier n'a que trop coulé depuis près d'un siècle sans résultat aucun ou au seul profit de la bourgeoisie divisée et aux prises avec elle-même, pour qu'il ne soit pas temps de mettre fin à ces saignées au moins inutiles.

La Révolution pour nous, c'est « la force mise au service du droit, » mais lorsque ce droit, compris et revendiqué par la France ouvrière, n'est plus séparé de sa réalisation, de sa traduction en fait que par un obstacle, la résistance illégitime de l'ordre social qu'il s'agit de modifier ou de transformer. Quant à cette force, il se peut — quoique rien ne permette de l'espérer — qu'elle soit le bulletin de vote, comme il se peut qu'elle soit le fusil. Mais bulletin ou fusil, peu importe; il n'y en a pas moins Révolution, dès que ce qu'on appelle « le droit ancien » est éliminé en bloc et malgré lui par « un droit nouveau. »

Est-il maintenant nécessaire d'ajouter que la Révolution ainsi entendue est subordonnée à deux choses :

1° La conscience de leur *droit au capital* éveillée chez les prolétaires par une propagande aussi active que continue;

2° L'organisation des forces prolétariennes, organisation qui peut revêtir toutes les formes, syndicats, sociétés de résistance, et jusqu'aux sociétés coopératives de consommation, *pourvu que ces dernières, au lieu d'être considérées comme le but, soient tenues pour ce qu'elles sont réellement, c'est-à-dire pour UN SIMPLE MOYEN DE GROUPEMENT.*

Nous nous permettrons d'ajouter — et l'auteur nous le pardonnera certainement — deux autres conditions :

3° La cessation d'un travail homicide, lequel non-seulement est un long supplice abrégeant les jours des sa-

lariés, mais leur ôte souvent même encore jusqu'à la conscience de leurs droits;

4° L'obligation de renouer un lien fraternel entre tous les prolétaires du monde, afin de ne plus être, comme jusqu'à ce jour, écrasés en détail.

En dehors de ces conditions indispensables, concluons-nous avec l'auteur précité, il n'y a pas de Révolution possible, ou, ce qui revient au même, il n'y a que des Révolutions stériles, exclusivement politiques et *conservatrices* de l'ordre capitaliste actuel.

Nous terminerons par une dernière citation ces emprunts déjà longs faits à la brochure *Collectivisme et Révolution*, que tout prolétaire devrait posséder :

Enfin, la Révolution qu'il s'agit de faire aujourd'hui contre la Bourgeoisie, la Bourgeoisie, lorsqu'elle n'était encore que le Tiers-Etat, l'a faite elle-même contre la Noblesse et le Clergé. Il n'est personne qui ne se souvienne comment elle s'est appropriée en 89 les « biens » de ces deux Ordres après les avoir déclarés « nationaux. » Et ce n'est pas parce qu'au lieu de s'emparer comme elle l'a fait à son profit exclusif de plus des deux tiers de la France, les prolétaires entendent approprier collectivement la France entière au bénéfice de tous — les bourgeois y compris — que leur Révolution pourrait être moins justifiée que l'autre. Bien au contraire.

Car — on ne saurait trop insister sur ce point — ce qui caractérise la Révolution poursuivie par la France ouvrière ou le Quatrième-Etat, c'est qu'elle ne tend pas à substituer une classe à une autre classe dans la possession du sol et des autres capitaux; mais fondre toutes les classes dans une seule, celle des travailleurs, au service desquels devra être mis l'ensemble des capitaux de production.

Contrairement au 89 bourgeois qui n'a constitué la propriété que pour quelques-uns, le 89 ouvrier la constituera pour tous. Personne ne sera dépossédé de ce qui lui appartient réellement et justement, c'est-à-dire des valeurs par lui créées, du produit de son travail. Tous seront appelés et tous seront élus : 1° à la co-propriété du capital devenu collectif; 2° à la propriété personnelle des plus-values données par leur travail à ce capital collectif.

Et c'est pourquoi, loin de dissimuler notre objectif derrière l'ambiguïté des termes, nous pouvons en parler tout haut; proclamer sans crainte et sans ambage où nous allons et par quel chemin il nous faudra y aller, — parce qu'il n'est pas question d'une Révolution de classe, mais d'une Révolution de justice; parce qu'il ne s'agit pas d'assurer le bien-être des uns au détriment des autres, mais d'assurer le même bien-être à tous sans distinction — sous la seule condition, égale pour tous, du travail.

« Droit, égal droit au capital pour tous, » mais « devoir, devoir égal du travail pour chacun, » telle est la formule, la base du nouvel ordre social qui, s'il n'admettra la consommation individuelle qu'au prix

et au prorata de la production individuelle, équilibrera la production et la consommation d'un chacun.

Que maintenant, malgré sa justice évidente, cet ordre nouveau ne soit pas du goût de nos 57,639 propriétaires terriens qui *font cultiver* et de nos 113,347 propriétaires industriels qui *font produire*; que ceux-ci et ceux-là lui préfèrent un état de choses où, comme aujourd'hui, leur seule fonction sociale est de dépenser, de dilapider au gré de leurs fantaisies le produit du travail de *leurs ouvriers*, c'est ce qui, pour se comprendre facilement, ne nous importe ni peu ni prou. Il ne saurait en effet en être de même pour *leurs ouvriers* qui, cultivant, produisant eux-mêmes, en sont arrivés à vouloir consommer eux-mêmes.

Il ne saurait en être de même non plus pour les petits industriels et les petits propriétaires que le développement naturel et fatal de la grande propriété et de la grande industrie refoule tous les jours dans le prolétariat dont ils ont eu tant de peine à sortir un instant.

Pour les uns et pour les autres, pour ceux qui, fatigués de *faire la fortune* de leurs employeurs, sont décidés à acquérir la propriété du fruit de leur labeur, comme pour ceux qui sont à la veille de se voir dépossédés, par leurs rivaux mieux armés, de l'outil ou du capital qui leur assurait le produit intégral de leurs efforts, *l'appropriation collective* est le salut, le seul moyen de salut.

Et leur mot d'ordre par suite doit être COLLECTIVISME ET RÉVOLUTION, ou, plus exactement, LE COLLECTIVISME PAR LA RÉVOLUTION.

C'est à ce programme qu'ils doivent s'atteler, c'est vers ce but unique qu'ils doivent tendre d'ores et déjà tous leurs efforts, s'ils veulent échapper au salariat qui va s'étendant et s'aggravant et que l'exploitation capitaliste, délivrée du frein religieux d'autrefois, ne tardera pas à rendre pire que le servage du moyen âge (1).

Tout lecteur impartial conviendra qu'il serait difficile d'indiquer en de meilleurs termes l'obligation, dans un temps donné, d'un 93 prolétarien, ce programme se recommandant en outre de l'éternelle Justice.

Nous continuons dans un autre ordre d'idées.

Un abus des plus criants encore est celui que signale en ces termes le citoyen Prudent Dervillers, dans son excellent rapport corporatif sur l'Exposition de Philadelphie :

Les ateliers, en Amérique, sont généralement clairs et bien aérés. Ils offrent des conditions hygiéniques bien supérieures à ceux de Paris.

Jusqu'à ce jour il n'est pas encore venu à l'idée des patrons américains de faire, à l'instar de la plus grande partie des patrons de Paris, pourrir leurs ouvriers dans des caves humides et infectes ou rôtir et geler alternativement sous le zinc d'un septième étage.

(1) JULES GUESDE. — *Collectivisme et Révolution*, p. 28-31 — Librairie des PUBLICATIONS POPULAIRES, 54, rue Amelot, Paris. — Prix : 25 c.

Qu'importe à ces *braves gens* que la masse cubique d'air nécessaire au fonctionnement normal de notre organisme et indispensable à la conservation de notre existence soit viciée et en quantité insuffisante, que nous devenions aveugles ou paralytiques, anémiques ou phthisiques, c'est bien le moindre de leurs soucis !...

Ce dont ils se préoccupent avant tout, c'est de réaliser, par la diminution de leurs frais généraux, un gain élevé qui leur permette de goûter plus vite les loirs du *far niente* et devenir de bons gros bourgeois *bien pensants*.

Il est inouï de penser que des ouvriers intelligents se laissent ainsi parquer dans des trous où nos élégantes ne mettraient pas leurs *caniches* !...

Il est temps de déclarer à nos patrons que nous n'entendons travailler désormais que dans des locaux salubres; que nous nous refusons, une fois pour toutes, de payer de notre vie les satisfactions personnelles et particulières qu'ils ambitionnent.

Aussi faisons-nous un pressant appel à tous nos collègues qui ne sont pas encore partie de la Chambre syndicale pour qu'ils viennent se joindre à nous. Ce n'est que par la cohésion et l'association de nos forces que nous en acquerrons une capable de nous permettre de traiter d'égaux à égaux avec ces *messieurs*.

Nous ne devons compter, dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, que sur nous; la coupable indifférence de la Commission sanitaire en face de ces abus en est une nouvelle preuve.

Et cependant ce ne sont point les lois répressives qui manquent; mais tant qu'elles seront à la disposition de la centralisation bourgeoise, c'est-à-dire entre les mains des intéressés eux-mêmes, elles seront appliquées invariablement en leur faveur, ou elles resteront à l'état de lettre morte (1).

Les lois, pour les valets menteurs de l'Opportunisme, ne sont bonnes à exécuter, paraît-il, que lorsqu'il s'agit soi-disant de l'Internationale ou bien de Blanqui, cette fière victime de toutes les réactions auquel les électeurs de Bordeaux ont enfin rendu la lumière en l'arrachant de son cachot, en attendant que d'autres électeurs, plus heureux, lui rendent définitivement son mandat de député; mais elles n'existent plus — que dis-je, oh! elles n'ont jamais existé (!?! — quand il s'agit de mesures de salubrité publique à prendre comme, par exemple, l'assainissement des bouges où l'on parque les travailleurs et... l'expulsion des jésuites.

Voici, sur cette question d'hygiène, l'opinion d'un savant dont la réputation est européenne, M. H. de Parville:

« Nous ne respirons pas assez. » On ne saurait trop le dire et le répéter, surtout au commencement de l'hiver. C'est à qui s'enfermera

(1) P. DERVILLERS. — *Rapport des tailleurs à l'Exposition de Philadelphie.*

et se calefutrera le mieux. Ah! si l'air était un médicament que l'on vendit chez le pharmacien, dans une jolie fiole bleue, alors tout le monde respirerait à plaisir; mais l'air ne se vend pas, et c'est son plus petit défaut. Cependant l'air est aussi un médicament et l'un des plus puissants, bien qu'il se trouve ailleurs que chez les pharmaciens. Un air vicié ou peu actif, et la maladie vient, l'anémie, la phthisie, la fièvre typhoïde, etc.

Parmi les causes qui influent le plus sur la mortalité dans les villes, on peut certainement placer en première ligne l'encombrement, c'est-à-dire la privation d'air. Chacun se dispute sa portion d'oxygène et de soleil. Non-seulement on respire par la bouche et par le nez, mais encore par la peau. Comme le poumon, la peau emprunte de l'oxygène à l'air et rejette de l'acide carbonique et de la vapeur d'eau; elle répand dans l'air le produit de ses sécrétions, sueur et matière sébacée; enfin, elle donne à l'air les cadavres de ses cellules mortes, résultat de la démasquation.

La viciation de l'air des appartements trop petits et des rues étroites est beaucoup plus rapide qu'on ne le pense généralement. Aussi les habitants des quartiers dont la population est très dense sont en général anémiques et aptes, plus que tous autres, à être frappés par les maladies épidémiques.

M. Ernest Besnier, médecin de l'hôpital Saint-Louis, a dressé pour Paris un tableau de la mortalité dans les dernières épidémies, qui est très instructif; toutes les influences déprimantes y sont naturellement confondues, mais l'action spéciale de l'encombrement ne s'en accuse pas moins nettement. Ainsi, en temps d'épidémie, l'arrondissement de l'Opéra n'a, par exemple, à domicile, qu'une mortalité relative de 10 p. 1,000, tandis que le XVIII^e arrondissement, celui de Montmartre, a une mortalité triple de 33 p. 1,000.

Les inconvénients de l'encombrement apparaissent aussi très nettement dans la population militaire. M. Michel Lévy admet que la mortalité dans la population militaire est de 18 0/0 quand elle est de 9 0/0 dans la population civile, et beaucoup de médecins tendent à attribuer cette mortalité excessive à deux causes principales: la fièvre typhoïde et la phthisie pulmonaire, deux maladies d'encombrement qui prennent leur origine dans le manque d'aération des casernes. La comparaison de la mortalité dans les casernes et les camps ne semble laisser subsister aucun doute à cet égard. Donc, en thèse générale, nous ne respirons pas assez, et, bien que l'on ait fait beaucoup déjà pour l'aération des grandes villes, il faut réclamer davantage encore, surtout pour l'aération des appartements et ateliers, des écoles et des casernes.

Nous ne respirons pas assez: la maladie est là pour en témoigner; la théorie confirme de tout point ce que dit l'expérience. M. le docteur Chamond, chirurgien militaire, professeur d'hygiène à l'École médicale de l'armée anglaise, a fait remarquer que les impressions sur l'odorat, impressions que l'on ressent quand on pénètre dans une atmosphère confinée, suivent en général une marche régulière avec la proportion d'acide carbonique contenue dans l'air. Or, un air qui sent est évidemment vicié.

Pour que l'air reste pur au degré assigné par M. de Chamond, il faut s'astreindre à introduire de l'air neuf dans les appartements, selon les proportions indiquées dans ce tableau:

Espace cubique réservé à chaque individu: 10, 12, 16, 20, 30, 40, 50, 60 mètr. cubes.

Volume d'air à introduire par heure : 90, 88, 84, 80, 70, 50, 40 m. c.

Dans nos casernes, l'espace alloué par soldat n'est que de 10 à 12 m. c., et la ventilation fait le plus souvent défaut; il n'y a donc pas lieu de s'étonner de l'impression désagréable que l'on éprouve quand on entre le matin dans les chambrées... Il faudrait, pour assurer la salubrité de la chambre, un renouvellement d'air de 88 m. c. par heure, de 8 à 10 fois le volume alloué à chaque homme...

Une chambre à coucher ordinaire pour une seule personne, de 4 m. de largeur sur 5 de longueur, et 3 m. de hauteur ou de 60 m. c. de capacité, est considérée comme suffisante, et cependant, pour y entretenir un degré de salubrité convenable, il faudrait y faire circuler 40 m. c. d'air par heure. Il n'est aucune personne en bonne santé qui, en rentrant le matin dans sa chambre, après en être un instant sortie, ne soit impressionnée par l'odeur plus ou moins sensible qui s'y est répandue s'il n'y a pas eu de ventilation. Si une chambre de cette dimension est occupée par plusieurs personnes, les causes d'infection augmentent rapidement, et surtout lorsque, comme très souvent, la chambre est garnie de rideaux et de portières destinés à empêcher tout accès de l'air.

Voilà pour le mal. La ventilation est à peu près partout insuffisante; elle l'est surtout dans les casernes, les écoles, les théâtres et certains appartements et ateliers. Quant au remède, il est évidemment dans *une aération plus énergique*, dans un appel d'air par des cheminées convenables...

En résumé, si vous voulez élever le chiffre de la vie moyenne, si vous voulez faire des hommes robustes et résistants à la maladie, avant tout ne marchandez pas l'air salubre et *apprenez-leur à respirer*. Il paraît que c'est beaucoup plus difficile qu'on ne le suppose.

Dans les circonstances difficiles que lui ont faites des centaines de siècles, le prolétariat ne peut espérer d'arriver à son affranchissement moral et matériel qu'à certaines conditions. Il devra d'abord, pour s'aguerrir, opposer le travail au capital et faire tous ses efforts pour obtenir l'abolition des privilèges que les lois accordent à ce dernier; il devra ensuite secouer l'ignorance dans laquelle les classes dirigeantes l'ont sciemment tenu.

Un des meilleurs moyens pour atteindre ce but serait, à l'exemple des socialistes d'Allemagne et d'Amérique, de se constituer en parti distinct.

Mais ce n'est pas tout, il faudra encore qu'il résiste à l'esprit de dénigrement.

Il est certain que l'on ne saurait trop prendre de précautions, mais il y a souvent abus.

L'ouvrier actif, intelligent, dévoué, qui consacre des journées et des efforts aux intérêts de sa classe et qui prend leur défense en main, ne rencontre pas d'ennemis plus acharnés, plus mortels que parmi ses camarades.

Un trop grand nombre d'entre eux le jalourent : alors

on le dénigre, on le combat, on l'attaque, on le diffame de toutes les façons, on l'abreuve d'humiliations et de soupçons outrageants, jusqu'à ce que le petit renom que lui méritaient ses services et sa valeur soit sali, et qu'il ait disparu. Il semble que sa chute soit la rédemption de tous; et sa chute n'est que trop souvent, hélas! le signal de la défaite commune.

La bourgeoisie dirigeante a trop d'intérêt à ce qu'il en soit ainsi pour qu'elle n'y pousse pas de toutes ses forces.

Elle utilise à cet effet, paraît-il, une institution dont nous avons déjà dit quelques mots : la police politique et les fonds secrets.

La préfecture de police, dont les procédés jésuitiques et tortionnaires rappellent en plein XIX^e siècle ceux de l'ancienne Inquisition, est en effet merveilleusement organisée pour ce but : calomnier impunément les citoyens qui se dévouent au triomphe de la cause sociale, tout en couvrant de son égide les quelques misérables assez vils pour trahir leurs frères.

Double jeu de bascule fort édifiant, n'est-ce pas ?

Mais malgré toutes ces entraves apportées à la diffusion des lumières, le glas funèbre de la bourgeoisie est près de sonner : le silence du coq ne retarde pas d'une seconde l'avènement du jour!...

Cependant, comme les souffrances du peuple deviennent intolérables et que l'on n'édifie généralement rien de bon avec la misère, voici pour faciliter son affranchissement, un certain nombre de mesures transitoires qu'à notre avis devraient résolument affirmer les délégués au Congrès de Marseille :

1^o Abrogation dans le plus bref délai de toutes les lois restrictives sur la liberté de la presse, les droits de réunion et d'association et spécialement de l'unique loi Dufaure dite « de l'Internationale; »

2^o Suppression de la préfecture de police, le plus puissant moyen de despotisme que possède les ennemis de nos revendications;

3^o Instruction intégrale laïque, obligatoire, gratuite et professionnelle pour les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de quatorze ans;

4^o Provisoirement et en attendant la mise à la charge complète de l'Etat ou de la commune des frais d'éducation des enfants, indemnité de droit sérieuse allouée aux familles dans l'indigence;

5^o Séparation absolue de l'Eglise et de l'Etat et par suite abolition de tous les privilèges qui permettent d'abêtir les jeunes générations;

6^o Le droit reconnu aux Chambres syndicales fédéralisées de trancher tout ce qui se rapporte aux questions de salaires, d'heures de travail, de règlements d'atelier, etc., en un mot, de toutes les questions techniques intéressant le bien-être et la dignité des travailleurs;

7° Une loi interdisant à l'Etat, ainsi qu'aux nombreuses Compagnies auxquelles il accorde un monopole, de faire faire à leurs employés des deux sexes plus de huit heures par jour, l'exemple qu'ils donnent réagissant fatalement sur l'industrie privée;

8° Dans tous les futurs traités de commerce, toujours s'appuyer sur cette base;

9° Conséquemment — et en attendant le moment propice pour la mise en pratique d'autres mesures plus énergiques et plus humaines — que les femmes et enfants employés soit par l'Etat, soit par lesdites Compagnies, ne touchent pas un salaire moindre, pour la même quantité de travail, que celui accordé aux hommes;

10° Emancipation civile de la femme, rétablissement du divorce — lequel existe dans tous les Etats civilisés qui ont secoué le joug de l'Eglise romaine;

11° Abolition de tous les impôts indirects et leur remplacement par l'impôt progressif;

12° A l'instar de tous les programmes socialistes étrangers — et en attendant le rétablissement possible de la semaine républicaine coupée en deux — maintien et application de la loi sur le travail du dimanche, seul point peut-être où il soit permis d'être d'accord, mais pour des motifs tout autres, avec les chevaliers de l'éteignoir;

13° Suppression des armées permanentes, instrument principal de tyrannie aux mains des classes possédantes, et leur remplacement par l'armement général de tous les citoyens en état de porter les armes;

14° Abolition de la peine de mort;

15° Amnistie complète, sans restriction aucune, et suppression des tribunaux d'exception;

16° Remplacement du travail industriel des prisons par des colonies agricoles produisant au profit de l'Etat, ce qui, tout en pouvant permettre de moraliser les détenus, ferait cesser l'exploitation odieuse dont ils sont victimes, laquelle exploitation avilit en outre les salaires des ouvriers libres (combien, hélas! cessent de l'être pour cette raison)!

17° Ne pas entraver l'existence d'une presse ouvrière, les organes bourgeois n'ayant qu'un but: nous tromper sur l'origine de nos souffrances;

18° Exécution réelle de toutes les lois concernant l'hygiène et la salubrité publique, dont la mise en oubli par la bourgeoisie exploitante cause chaque année la mort d'un si grand nombre d'infortunés;

19° Mais comme il est fort possible que ladite bourgeoisie ne renvoie, selon sa louable habitude, ce minimum de revendications légitimes aux calendes... opportunistes, les travailleurs feraient peut-être bien de se préparer à les lui arracher. Pour cela, je garde pour la fin la mesure suprême, la première de toutes, car elle sera le *palladium* des conquêtes futures du prolétariat: j'ai nommé la constitution définitive du PARTI OUVRIER, avec lequel serait bien obligé de compter désormais tous les oiseaux de proie de haute et basse lignée qui ne vivent que des dépouilles du peuple.

Que les délégués du travail au Congrès de Marseille, appuyés par tous les groupes franchement socialistes, réussissent donc à jeter les bases du PARTI OUVRIER FRANÇAIS, et notre génération, qui a tant souffert, elle aussi, pour la liberté du monde, verra se lever, par l'entrée en lice prochaine du QUATRIÈME-ETAT, l'aurore de la République universelle et sociale!...

CHANT DES PROLÉTAIRES

La principale cause de la misère
publique, c'est le nombre de fre-
lons oisifs qui se nourrissent de
la sueur du travail d'autrui.

THOMAS MORUS.

Je crois fermement qu'un jour il
n'y aura plus de parias au ban-
quet de la vie. BLANQUI.

O travailleurs que la misère opprime,
Est-il pour nous plus lamentable sort ?
Pour les puissants dominant par le crime,
Faut-il souffrir toujours jusqu'à la mort ?
Car l'ouvrier, comme l'esclave antique,
Subit encor les plus iniques lois.
Des oppresseurs, c'est bien la politique :
De la souffrance, ils étouffent la voix.

En avant, prolétaires !
Combattons pour l'Égalité.
Tyrans et mercenaires,
Faites place à la Liberté !

Quand aux crépus, le pauvre prolétaire,
Las de gémir sur un labeur ingrat,
Réclame enfin un plus juste salaire,
L'on fait appel au gendarme, au soldat.
C'est l'argument foudroyant, sans réplique,
Des détenteurs repus du capital ;
Car des bourgeois, l'aimable République
Fusille aussi sans merci, c'est fatal.

Par l'industrie aux fécondes machines,
Toujours grandit notre production ;
Mais jusqu'ici, les possesseurs d'usines
Profitent seuls de l'innovation.
Frelons oisifs, vous augmentez sans cesse
Par ce système abaissant notre gain.
Quand verrons-nous la commune richesse
Nous faire enfin à tous un lendemain ?...

De son pénible et trop long esclavage,
Le travailleur veut l'affranchissement.
Souvent encor le fléau du chômage,
De sa misère aggrave le tourment.
Pour tout remède, on voit l'Etat complice
D'industriels qui, sans honte et sans cœur,
Rendent plus lourd le glaive de justice
En exploitant jusqu'aux lieux de douleur.

Par l'air vicié, dans de sombres murailles,
De notre vie, on abrège le cours (1) :
Le parasite, amateur de ripailles,
A pour jouir les plus rians séjours.
Et cependant tout être qui respire
Devrait avoir sa place au grand soleil :
Le peuple, hélas ! dont la détresse empire,
Doit l'exiger à son prochain réveil.

En notre siècle, on voit l'humble ouvrière
Victime encor d'un plus triste destin :
Ou bien la honte, ou bien le cimetière,
Souvent pour elle, il n'est d'autre chemin.
Des malthusiens, la hideuse doctrine
Pèse sur elle avec son joug de fer :
Oiseaux de proie, ardents à la rapine,
La tiendrez-vous longtemps en votre enfer ?

De ces abus, l'iniquité certaine,
Au cœur honnête arrache maint soupir ;
La bourgeoisie, assouvissant sa haine,
Se garde bien de jamais les flétrir.
Déshérités à l'âme fière et libre,
Que trop souvent l'on traite en vil bétail,
Pour établir un plus juste équilibre,
Abrégeons donc la durée du travail.

Nombreux couvents qu'enrichit l'ignorance,
Du peuple aussi vous avez le mépris :
Ces éteignoirs, où s'abêtit l'enfance,
Du travail libre avilissent les prix.
Les *saintes gens* abusant de ce monde,
Par la noirceur se font un sort heureux :
Le peuple, un jour, dont la colère gronde,
Les chassera, comme ont fait nos aïeux.

Les gens de guerre aspirant aux conquêtes,
Rendent possible un néfaste Attila ;
Pour déchaîner les sinistres tempêtes,
Ils ont l'appui des fils de Loyola.
Ils règnent tous par le fer et la flamme,
Semant la haine entre les nations :
Du sang impur de cette clique infâme,
A notre tour, abreuvs nos sillons.

Proscrits jetés sur de mortels rivages,
Vous tous qu'au baigne on traite en vrais bandits,
Nous ressentons comme vous ces outrages :
Vos proscripteurs seront-ils impunis ?

(1) L'usine actuelle, manufacture à gros sous pour le riche, n'est qu'un baigne pour le pauvre.

Car aux héros fuyards de nos frontières,
Les Mac-Mahons, Galiffets et Garcins,
A ces *vaillants* égorgeurs de nos frères
Il restera le titre d'assassins.

Infortunés des campagnes, des villes,
Gémissant tous sous le même fardeau,
Abandonnons les querelles stériles
Pour nous grouper sous le même drapeau.
Collectivisme, espoir de l'indigence,
Ton nom du riche est déjà la terreur :
Scellons par toi notre Sainte-Alliance,
Et guerre à mort à tout vil exploiteur.

De Transnonain et la Ricamarie,
Nous conservons le sanglant souvenir,
Et la encor toute meurtrie,
Sera vengée en un proche avenir ;
Car chaque jour, la cause sociale
Fait dans les cœurs des progrès de géant :
Ton étendard,
Sur l'univers flottera triomphant!...

L'humanité, par le Socialisme,
Alors verra briller des jours meilleurs :
Des dirigeants, l'inférieur despotisme
Ne fera plus de soldats mitrailleurs.
Le monde enfin sera dans l'allégresse
Quand règnera la Solidarité ;
Car chaque humain, ignorant la détresse,
Ne connaîtra que la Fraternité.

En avant, prolétaires! etc.

A BLANQUI

Qui fait la soupe doit la manger..
BLANQUI.

I

La République, au sein d'une Bastille
Laissera-t-elle expirer son martyr?
Du noir Clairvaux, hélas! la triste grille
Pour lui jamais ne doit-elle s'ouvrir?
Ah! quarante ans d'affreuse solitude
N'émeuvent pas les apostats maudits :
Tel qu'un lion fier dans la servitude,
Ses durs geôliers craignent encor ses cris!

Qu'il doit souffrir en sa sombre cellule,
Ce noble cœur né sous un si beau ciel!
O vils dévots, plumitifs sans scrupule,
Déversez donc sur lui tout votre fiel!...
Mais si la Parque, hâtant sa délivrance,
Devait par vous aggraver notre deuil,
Pour vous châtier et venger la souffrance,
L'Égalité sortirait du cercueil!...

II

De persister dans son élan sublime,
Bordeaux a pris la résolution,
Et grâce à lui, l'héroïque victime !
Pourra quitter son obscure prison.
Captif mourant par le fait d'un parjure,
Il va renaître aux rayons du soleil,
Et démasquant des fourbes l'imposture
Du peuple encor guidera le réveil!

L'Opportunisme et ses valets perfides
Ont la panique au seul bruit de son nom :
Comme l'Empire aux desseins homicides,
Pour arme ils ont aussi la trahison!
Des estafiers ils sont toujours complices
Dès qu'il s'agit d'arrêter notre essor :
Dignes suppôts de toutes les polices,
De ce vieillard voudriez-vous la mort?...

III

Le ministère et sa *large* amnistie
Ont donc daigné *gracier* (!?) le héros...
Ruse grotesque en frisant l'infamie,
Cela fait rire... aux dépens des bourreaux!
Car plus heureux que les fils d'Aquitaine,
La France enfin déjouera leurs calculs :
Les renégats qui règnent par la haine
Seront bientôt renversés comme nuls!

Quelle rumeur du fond de l'ancien monde
Eveille encor le riche épouvanté ?
D'un peuple ami la détresse profonde (1)
Proteste au cri de : « Terre et Liberté ! »
Pauvres proscrits, parias, prolétaires,
Espérez tous à ce nouveau signal ;
Car le Progrès, qui brave les sicaires,
Doit les briser sous son char triomphal!...

(1) Un temps viendra où l'on ne concevra plus qu'il fut un ordre social dans lequel un homme possédait un million de revenu, tandis qu'un autre n'avait pas de quoi payer son dîner.

AUX PROSCRIPTEURS

Les adversaires du Socialisme sont
de deux sortes : les ignorants,
qui ne le comprennent point, et
les parasites, qui le comprennent
trop.

Tôt ou tard, la justice a son jour.
BLANQUI.

Pauvres souffrants qui mourez à la peine,
Cessez, hélas! d'inutiles soupirs;
Car les bourreaux qui rivent votre chaîne
N'entendent pas les plaintes des martyrs.
Bourgeois repus qui régnent sur la France,
Pourquoi pousser le peuple au désespoir?...
Ah! qu'il sied bien de nier la souffrance
Aux mendiants éhontés du pouvoir!

D'abus criants, infortunées victimes,
Ne pourrons-nous jamais nous affranchir?
Guerriers, cafards, chargés de tous les crimes,
Vous n'existez que pour nous asservir.
En tous les temps, l'appui de la richesse,
D'un mot l'on peut faire votre bilan :
Vous méprisez du pauvre la détresse,
Et votre histoire est écrite de sang.

Pendant vingt ans que s'imposa l'Empire,
La bourgeoisie a maudit ses horreurs.
Il tombe enfin, et le peuple respire :
Mais quel réveil vint déchirer nos cœurs!
La trahison, aux hordes allemandes
Ouvre bientôt les portes de Paris.
Noble cité, tes angoisses sont grandes :
Thiers y répond en mitraillant tes fils!...

L'Ordre moral, satellite de Rome,
Fit regretter le sinistre vieillard :
Le goupillon jeta les Droits de l'homme
Comme autrefois sous les pieds d'un soudard.
Mais la lumière en soulevant son voile
A démasqué ces projets criminels :
Quand donc enfin resplendira l'étoile
De la Justice et des Droits éternels?...

Du Nord brumeux aux bords fleuris du Tage,
De l'Amérique au fond de l'Orient,
Les travailleurs, maudissant leur servage,
Se lèveront pour le tournoi sanglant.

Collectivisme, ah! que ce nom magique,
Des oppresseurs soit donc l'épouvantail,
Et que du monde enfin la République
Nous donne à tous l'instrument de travail!

A. LE ROY,
Ouvrier compositeur-typographe.

Nous concluons par l'exposé de principes suivants,
qui sont ceux affirmés par les républicains collectivistes
au II^e Congrès de la *Fédération de la Haute-Italie*, en
1877 :

Nous voulons :

1^o La propriété collective de la terre et des instruments de travail;
2^o La substitution d'une famille libre et égalitaire à la famille oppressive et immorale, qui fait de la femme et de l'enfant les esclaves du mari et du père;

3^o La substitution à l'état actuel d'un organisme social basé sur la plus complète autonomie des groupes et des communes fédérées, pour l'organisation des services publics, la culture complète de la terre, l'embellissement du globe et la félicité commune;

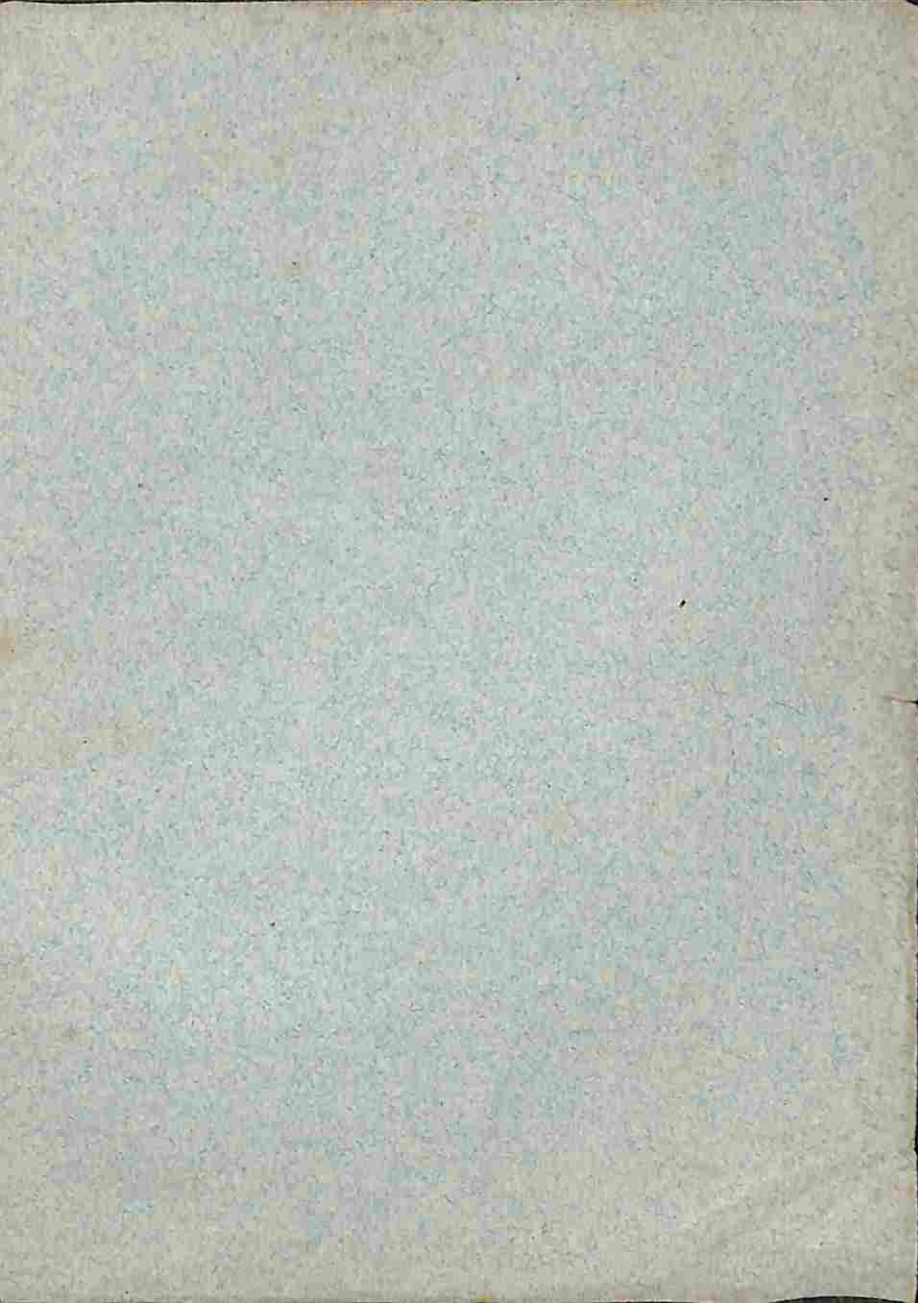
4^o L'Égalité civile, politique et économique de tous les êtres humains, sans distinction de sexe, de couleur, de race et de nationalité;

5^o La garantie de l'indépendance individuelle, grâce à la possession, par chaque producteur, du surplus de valeur obtenu par son travail sur la matière qu'il a travaillée;

6^o L'assurance, pour chaque membre de la société, de recevoir aux frais de la collectivité une instruction intégrale et professionnelle, en rapport avec l'ensemble des connaissances de son temps;

7^o En un mot, un état social dans lequel le travail et le bien-être seront universalisés, et la liberté des vocations assurée, et dans lequel les hommes, au lieu de s'entre-déchirer, travailleront en commun pour acquérir continuellement de nouvelles connaissances, de nouvelles vertus et de nouvelles félicités.

CENT exemplaires de cette brochure seront vendus moitié au bénéfice du COMITÉ central socialiste des Amnistiés et non Amnistiés, et moitié au bénéfice du Journal ouvrier LE PROLÉTAIRE.



SE TROUVE

AUX ENDROITS SUIVANTS :

- Au siège de l'**UNION DES TRAVAILLEURS**, rue de Cléry, 47;
A l'**IMPRIMERIE NOUVELLE** (assoc. ouvr.), rue des Jeûneurs, 14;
A la **LIBRAIRIE DU PROGRÈS**, Maurice La Châtre, rue Bertin-Poirée, 11;
A la **LIBRAIRIE DES PUBLICATIONS POPULAIRES**, rue Amelot, 54,

ET DANS LES PRINCIPALES LIBRAIRIES

On peut s'adresser aussi à l'auteur, rue des Jeûneurs, 14, ainsi qu'au cit. Lecourtois, courtier en librairie, rue Bertin-Poirée, 11. — *Franco*, 33 c. — Remise de 25 0/0 pour toute demande d'exemplaires au-dessus du minimum de 25.

DU MÊME AUTEUR :

De la **Commandite obligatoire** (édition presque épuisée). — *Franco* : 30 c. en timbres-poste.

Le **CHANT DES PROLÉTAIRES** (sous presse), musique d'ALPHONSE HERMAN, lauréat du Conservatoire, chef d'orchestre aux *Folies-Rambuteau*. — Prix : 50 c.; *franco*, 60 c.

Au siège de l'UNION DES TRAVAILLEURS

Se trouvent encore les ouvrages suivants, vendus aussi par le citoyen Lecourtois :

- B. MALON, ancien représentant du peuple. — *Histoire du Socialisme*. — Prix : 7 fr. 50. (Livré de suite à 1 fr. par semaine).
E. CHEVALIER. — *Le Dernier mot du Socialisme*. — Prix : 25 c.
P.-N. DOMENJARIE. — *La Loi morale, loi de l'Unanimité*. — Prix : 1 fr. (S'adresser aussi à l'auteur, rue Thérèse, 4).
ADHÉMAR LECLER. — *La Femme au XIX^e siècle*. — Prix : 25 c.
VICTOR GÉLY. — *Paria parmi les parias*. — Prix : 25 c.
L. MARIA. — *Socialiste et Paysan*, série de brochures à 15 c.
J.-B. DAVAGNIER. — *Le Carnaval de nos jours*. — Prix : 20 c.

Ainsi que toutes les publications socialistes.